

PREFET DU VAR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Unité Territoriale du
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 Toulon cedex

REF: D-0826-2015- UT83-SD-AP

Affaire suivie par la subdivision de Toulon 1

S3IC : 064.155. P2

Toulon, le 21 octobre 2015

La directrice

à

Monsieur Patrick JULIEN
Directeur Général
UNION GRAP'SUD
30360 CRUVIERS LASCOURS

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 14 octobre 2015 de la distillerie « La Varoise » sur la commune de La Crau.

P.J. : 8 fiches d'écart complétées

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 14 octobre 2015.

Cette visite, non exhaustive, était basée sur les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2014 relatif aux prescriptions applicables à l'exploitation de vos installations.

Conformément à l'ordre du jour transmis, un retour sur les écarts relevés en 2014 a été réalisé: inspection du 25/09/2014, contrôles inopinés eau et air réalisés en octobre 2014.

Ecarts relevés lors d'inspections précédentes

Par courriel du 16/10/2014, vous nous avez fait part des réponses et des engagements pris pour lever les non conformités relevées lors de l'inspection du 25/09/2014 .

Sur les 7 écarts relevés, seuls les écarts n° 2 et 5 sont soldés.

Les écarts n° 1, 6 et 7 relatifs à la rédaction des consignes d'exploitation et à l'installation de détecteurs d'alcool et d'incendie avec report des alarmes vers un système d'alerte du personnel sont en cours de réalisation et devraient selon vos déclaration être définitivement soldés pour la fin novembre 2015. A ce titre, vous nous adresserez pour le 01/12/2015 les factures et rapports de mise en service de ces installations.

Les écarts n°3 et 4 correspondent à au raccordement des eaux pluviales de toiture de la partie Sud du site au bassin de sécurité n°2 et à l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures au niveau de la récupération des eaux pluviales des aires de dépotage et de distribution d'hydrocarbure.

En réponse à ces 2 écarts, vous vous êtes engagés à réaliser ces travaux au cours de l'arrêt annuel entre mai à août 2015: travaux finalisés pour le 01/09/15.

Nous avons constatés que ces travaux n'avaient pas été réalisés contrairement aux engagements mentionnés ci-avant.

Vos nous avez mentionné:

- que vous avez du faire des travaux préalables à la réalisation des ces travaux, notamment pour la réfection partielle de la toiture du bâtiment de séchage des marcs pour un coût de 110 000 euros alors que le coût de réalisation des travaux relevant des fiches d'écart 3 et 4 s'élèvent normalement à 60 000 euros;
- que la réfection de la toiture était un préalable nécessaire pour raccorder ensuite les toitures au bassin de sécurité n°2 et que la sécurité des employés était aussi un critère de priorisation des travaux à réaliser en 2015 (risque de chute des tôles).

Avis de l'inspection:

Nous prenons acte de ces travaux, mais nous vous demandons de nous adresser un courrier sous 10 jours vous engageant formellement à réaliser les travaux nécessaires pour lever les écarts n° 3 et 4 avant le 01/09/16. A défaut, nous nous verrons contraint de proposer au Préfet de prendre un arrêté vous mettant en demeure de réaliser les travaux dans un délai contraint.

Ecarts relevés lors du contrôle inopiné des rejets aqueux en octobre 2014

Par courrier du 15/10/2014, vous nous avez fait part des réponses et des engagements pris pour lever les non conformités relevées.

Il s'avère qu'à ce jour aucune solution technique n'a été mise en place concernant le dépassement de la température maxi des rejets aqueux et du flux massique de DBO5. Vous avez par ailleurs émis des doutes sur les résultats transmis par le laboratoire en charge du contrôle inopiné sans toutefois réaliser d'analyses contradictoires, ce qui nous ne permet pas de prendre en considération votre requête.

Vous nous avez par ailleurs indiqué dans vos réponses vouloir étudier la possibilité de mettre en place un indicateur de température avec report d'alarme, ce qui n'a pas été fait à ce jour.

Nous attendons les résultats du contrôle inopiné réalisé en septembre dernier; si des non conformités étaient une nouvelle fois relevées sur ces paramètres, nous proposerons au Préfet de prendre un arrêté vous mettant en demeure de respecter les seuils fixés par l'arrêté préfectoral du 29/07/2014.

Ecarts relevés lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques en octobre 2014

Ces écarts concernaient le dépassement des seuils en concentration des paramètres suivants en sortie de chaudière biomasse et du four de séchage:

- émission des poussières,
- CO,
- COV nv

Par courrier du 15/10/2014, vous nous avez fait part des réponses et des engagements pris pour lever les non conformités relevées. Vous indiquez notamment envisager de réaliser une étude de traitement des fumées pour réduire les poussières et que pour les COV et NOx, il convenait de réaliser des mesures séparées pour la chaudière biomasse et le séchoir afin de déterminer la part de chacune des installations dans l'émission de ces paramètres.

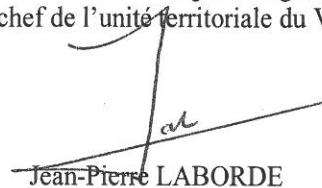
Il apparaît regrettable que ces analyses n'aient pas été réalisées à votre initiative à l'occasion du contrôle inopiné réalisé en septembre 2015, pour lequel nous attendons également les résultats.

Nous attendons là aussi les résultats du contrôle inopiné réalisé en septembre dernier: si des non conformités étaient une nouvelle fois relevées sur ces paramètres, nous proposerons au Préfet de prendre un arrêté vous mettant en demeure de respecter les seuils fixés par l'arrêté préfectoral du 29/07/2014.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la D.R.E.A.L. P.A.C.A..

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation
Le chef de l'unité territoriale du Var



Jean-Pierre LABORDE